

Il Volantino Europeo n°35

Janvier-février 2012

Bulletin internautique de l'Association Piotr-Tchaadaev



HEURE	DESTINATION	VOIE	TRAIN
19.26	BREIL/ROYA	G	881327 T E R
19.42	MOSCOU	A	19
19.55	VENTIMIGLIA		86061 T E R
20.08	CANNES		86052 T E R
05.08	GRASSE		881202 T E R
05.38	CANNES		881204 T E R
07.06	CANNES		86004 T E R
07.24	BREIL/ROYA		881303 T E R
07.25	VENTIMIGLIA		86009 T E R
07.27	LYON PART DI.		6854 T G U

A l'heure où l'Europe connaît une vague de froid exceptionnelle et meurtrière, et qui ne serait pas sans lien avec le réchauffement climatique, nous pouvons à bon droit nous interroger sur la pertinence des indicateurs dont sommes assaillis, en France tout particulièrement, avec les sondages qui précèdent habituellement une élection présidentielle qui sera – comme toutes les précédentes – décisive.

Déluge de chiffres de la finance ou pourcentages attribués aux différents candidats, c'est un sentiment de confusion qui prévaut. Aucune route ne semble plus indiquée, les voyageurs que nous sommes tous peu ou prou sont désemparés, la fatigue et le découragement nous gagne sur le quai, glacial en ce moment.

Parfois, il peut être intéressant de s'emparer d'observations fugaces pour se faire une image intérieure de ce qui se passe. Nous proposons celle-ci : en gare de Nice hier soir, le train de luxe pour Moscou attendait l'heure du départ sur la premier quai, le personnel de bord en uniforme aux couleurs des Russian Railways était au pied des marches. Peu de voyageurs se pressaient pour y monter. Sur le quai et sur le parvis de la gare, de nombreux hommes en uniforme noir de la police ferroviaire étaient là, certains – effet sans doute de l'ennui d'être les figurants d'un ordre sécuritaire à la mise en scène toujours plus envahissante – plaisantaient entre eux. Vingt mètres plus loin, le long du mur, des sans abris avaient installé leurs cartons, on imagine pour la nuit. Trois univers hermétiques - et peut-être encore indifférents l'un à l'autre à cet instant -, le luxe, l'ordre et la misère. D'une seconde à l'autre tout pourrait cependant basculer, mais on sait déjà comment.

Nous concluons avec cette brève citation de Gherardo Colombo : « La démocratie est le système de gouvernement des personnes dignes » (in Democrazia, I sampietrini, 2011). Les dérives actuelles – ne parlons que de l'Europe - ont atteint, de multiples façons, de trop nombreuses personnes dans leur dignité. Sommes-nous encore vraiment en démocratie ?

Communiqué du Cercle Menahem-Taffel (Strasbourg)

Le 27 janvier dernier fut la date d'anniversaire de la libération d'Auschwitz. Depuis 67 ans cette libération incarne les conditions de la mise à mort des juifs par les nazis au seul fait « qu'ils étaient juifs » ! Cette commémoration nous oblige à veiller aujourd'hui sur les groupes ou les individus stigmatisés, à nous indigner comme nous y invite Stéphane Hessel. Elle nous invite à veiller à la mémoire de nos morts.

Or, si les hommes sont égaux, c'est bien devant la mort. Ce qui la rend sacrée. Dans la mort, il n'y a plus de distinction ni de discrimination. Tous les ont la même couleur. Au-delà de l'appartenance communautaire, du vivant, la mort touche à l'universalité de notre condition humaine. Les bourreaux et les profanateurs ne supportent pas cet invariant. Ils ne supportent pas quelque chose de fondamental qui qualifie notre condition commune. Ils s'en excluent. Ils s'excluent du champ de l'humanité comme tous les bourreaux. Exclusion qui ne frappe jamais les victimes malgré l'horreur de leur destin.

« Le devoir de mémoire », et plus encore « le devoir de connaissance », sont plus que jamais nécessaires. Ils s'adressent aussi aux bourreaux que la justice des hommes civilisés condamnera mais que nous ne voulons « pas exclure » du champ de l'humanité.

Nous rappellerons toujours qu'Auschwitz est la déclinaison de l'alphabet de l'horreur (du A jusqu'au Z) que l'homme a pu s'infliger à lui-même.

Comment comprendre cette haine de soi se focalisant sur un bouc émissaire à la fonction expiatoire ?

En cette période de crise, nous sommes témoins de la remontée des extrémismes et de l'exacerbation des nationalismes en Europe. Les conditions d'un nouveau massacre de la Saint-Valentin 1349 sont-elles donc toujours vivaces ?

On se souvient en effet que la ville libre de Strasbourg, indépendante du pouvoir impérial du St Empire des Habsbourg, probablement en possession

de l'une des toutes premières constitutions écrites, va brûler tous ses juifs le 14 février 1349 en les accusant d'être à l'origine de la peste. L'Amtsmeister Peter Schwarber, chef des métiers, président effectif de l'administration de la ville, élu annuellement, sera banni pour avoir tenté de les sauver.

Le Cercle Menahem-Taffel milite pour que le nom de ce juste soit donné à une rue de la ville. Les juifs sont montés nus au bûcher car leurs bourreaux s'étaient rendu compte qu'ils avaient cousu leurs richesses dans la doublure de leurs vêtements pour les emporter dans la mort. On raconte que certains strasbourgeois pris de remords restituèrent la part de ce butin à l'Œuvre-Notre-Dame ... pour la construction de la cathédrale à laquelle les juifs de Strasbourg auraient donc contribué !

Le cercle Menahem-Taffel vous invite à célébrer la mémoire des victimes de ce massacre le mardi 14 février à 12h30h en déposant une pierre ou une fleur place de la république.

Georges Yoram FEDERMANN

+33 (0)6 14 70 42 42

federmann.dutriez@wanadoo.fr



Nous aurions volontiers respecté la présentation originale du communiqué, qui comportait également une image de bougies allumées, symbole aussi poignant qu'efficace de la mémoire, de sa vulnérabilité et des devoirs qui s'y rattachent. Cela n'a pas été techniquement possible. Par conséquent, nous avons utilisé une image prise dans une église niçoise, toute proche de l'ancien ghetto, en sachant bien que, fervent œcuméniste, notre ami le Docteur Federmann n'y verra certainement aucun inconvénient.

« Un Divan sur le Danube »

« Dívány a Dunán »

«Un Divano sul Danubio»

« Un divan pe Dunăre »

« A Couch on the Danube »

IX° Colloque Européen de Psychiatrie et de
Psychoanalyse

IX. Európai Pszichiátriai és
Pszichoanalitikai Találkozó

IX° Colloquio Europeo di Psichiatria e
Psicoanalisi

Al IX-lea Colocviu European de Psihiatrie
și de Psihanaliză

IX th European Congress for Psychiatry
and Psychoanalysis

Budapest, 15-18 mai 2012



Mardi 15 mai 2012 à 18.00

Vernissage à l'Institut français,
Kiállítás megnyitó a Francia Intezetben
Fő utca, 17, Budapest 1011

Coordination : Judit FALUDY (Budapest)

Mercredi 16 mai 2012

10.00 Visite et programme d'échanges au
Centre de Psychiatrie communautaire de
Kalvaria ter

Zi la Centrul de psihiatrie comunitară din
Kalvaria ter Közösségi Pszichiátriai
Centrum (Semmelweis Egyetem és
Ébredések Alapítvány) Centro di psichiatria
comunitaria di Kalvaria ter

Budapest 8°, Kálvária tér 5.

Coordination : Robert KRISTOF (Budapest)

15.00 Table ronde internationale sur l'Art-
thérapie

MTA Pszichiátriai Művészeti Gyűjtemény /
PsyArt Collection of the HAS

H-1067 Budapest, Teréz krt. 13. IV.,

Hungary (**à confirmer**)

Coordination : Judit FALUDY (Budapest)

18.00 Vernissage à l'Institut roumain
Vernisajul unei expoziții de artterapie
Institutul cultural roman Román Kulturális
Intézet 1146 Budapest (XIV°), Izso u.5

Coordination : Agi FORRO (Borsa)

Jeudi 17 mai 2012

Istituto italiano di cultura - Olasz

Kultúrintézet

(HU/IT/EN)

Istituto Italiano di Cultura Institute, Brody
Sandor utca, 8 1088 Budapest

09.00 – 18.00 Programok az Olasz
Kultúrintézetben

9.30 – 11.30 Art-thérapie, aspects cliniques
et théoriques - Art-therapy, clinical and
theoretical aspects - Art-terapia, aspetti
clinici e teorici - Művészetterápiás műhely

Coordination : Grazia MIRANTE

12.00 – 13.00 Léopold Szondi, apports et actualité – Szondi Lipot, contribution and topicality – Leopold Szondi, contributo ed attualità

14.00 – 15.30 Psychiatrie communautaire – Community Psychiatry – Psichiatria comunitaria - Közösségi Pszichiátria

16.00 – 18.00 Psychiatrie médico-légale - Forensic Psychiatry – Psichiatria medicolegale

Coordination: Lorenzo TORESINI (Merano)

Vendredi 18 mai 2012

Institut français Francia Intezet

Fő utca, 17, Budapest 1011

(HU/FR)

09.00 – 18.00 Programok a Francia Intézetben

Matin 9.30-11.00 & Après-midi 14.00-15.30

Deux ateliers (matin & AM) sur l'Art-thérapie, aspects cliniques et théoriques – Two workshops about Art-therapy(AM & PM), clinical and theoretical aspects – Due atelieri sull'Art-terapia, aspetti clinici e teorici – Kettő Művészetterápiás műhely

Coordination: Carla van der WERF (Pierrefeu-du-Var)

Matin 11.30 – 13.00 :

Léopold Szondi, apports et actualité – Szondi Lipot, contribution and topicality – Leopold Szondi, contributo ed attualità

Coordination: Thierry BISSON et Jean-Michel VIVES (Université de Nice)

Après-midi 16.00 – 18.00 :

Travail en groupe en Psychiatrie communautaire – Lavoro di gruppo nella salute mentale in comunità – Group working in Community Mental Health – Csoportmunka és Közösségi Pszichiátria

Coordination: Robert KRISTOF (Budapest)

Associations partenaires : Association Piotr-Tchaadaev (Versailles, France), MoDESM, Ébredések Alapítvány (Budapest)

<http://www.ebredések.hu/> Lelki Egészség Fóruma (Budapest) <http://www.lefnet.hu/>, Magyarországi

Frankofón Orvosok Társasága (Budapest) Magyar Pszichiátriai Társaság - MPT (Budapest)

<http://mptpszichiatria.hu/info.aspx?sp=1> ,

Psichiatria Democratica Europa, Cercle Menahem-Taffel (Strasbourg), ALFAPSY

<http://www.alfapsy.org/>, PSYCAUSE

<http://psycause.pagesperso-orange.fr/> , Alpe Adria per la Salute Mentale, Associazione Italo - Tedesca per la Salute Mentale...

Information très importante :

♪ Le programme présenté ici est évidemment un programme résumé, le programme complet et définitif vous sera envoyé prochainement par un *mail distinct* ; que cela ne vous empêche pas de réserver hôtel et avion, sachant que cette année encore, nous avons des facilités à l'Hôtel Gellért grâce à l'Institut français. Contactez s'il vous plaît : piotr-tchaadaev@wanadoo.fr

Informazione importantissima :

♪ Il programma qui presentato è evidentemente un riassunto. Il programma completo e definitivo vi sarà mandato fra poco, con una mail distinta.

Che questo non vi impedisca di fare le vostre prenotazioni alberghieri e di aereo. Quest'anno ancora possiamo godere di prezzi discount al Gellért tramite l'Istituto francese. Si prega di contattare :

piotr-tchaadaev@wanadoo.fr

Nagyon fontos informacio :

♪ Ez persze nem van a végérvényes program. Nemsokara küldeni fogunk a egész programot. További informacio :

piotr-tchaadaev@wanadoo.fr

L'accès au colloque est entièrement libre et gratuit ! Nous rappelons que ce colloque est organisé rigoureusement SANS sponsoring – en particulier des firmes pharmaceutiques - et que les seules aides nous viennent des Instituts culturels français, italien et roumain de Budapest, que nous remercions bien vivement ici de leur soutien actif.

Conflicts in Eastern-Hungary: Two Different Groups of Towns and Villages in Crisis



There are two groups of Hungarian villages and cities, which are characterised by social and/or ethnic conflicts. To the first group belong the little villages in the far north and far east of the country (Farkaslyuk, Ózd, Edelény, Szendrőlád, Lak). Here we have to deal with growing social problems, represented by a hunger-march to the Hungarian capital, Budapest, from the depressive village of Farkaslyuk, in the recent days. The problems here have to be solved by simple economic and social measures. (These are not simple, of course, in the middle of an economic crisis, but at least we know how we should solve these problems.)

But there is another group, the middle-sized towns and bigger villages on the Eastern part of the Great Plains of Hungary, and in the hills on the North, where a relatively rich non-roma population lives together with very poor romas. Here we can see the growing danger of ethnical conflicts, not only the social or economical problems. This second group of little towns and bigger villages (Tiszavasvári, Gyöngyöspata, Hajdúház) is located also in the north-eastern part of the country, but not close to the borders of Slovakia, Ukraine or Romania (like the first group), but on relatively central territories in the region's counties. Here we have to deal with ethnic hatred, which can not be overruled by simple economic measures.

That is why in these regions there should be a complete change in the educational system, and in the communication, with the reinforcement of the police in the region. Of course, we don't have to forget the traditional methods of creating jobs, too...

Ivan M. Szegoe (Budapest)

Konfliktusok Kelet-Magyarország: a krízishelyzetben lévő települések két csoportja

Két csoportra oszthatók a szinte kizárólag szociális feszültségek, illetve a gazdasági és etnikai ellentétek miatt nehéz helyzetbe került északkelet-magyarországi települések. Míg az első csoportba a mélyszegénységben élő apróbb falvak és néhány lepusztult (egykori szocialista) iparváros tartozik, addig a második csoportba olyan alföldi és hegyvidéki nagyközségek, illetve mezővárosok, ahol a viszonylag gazdagabb nem roma népesség és az iszonyatos szegénységben tengődő romák élnek együtt. Ez utóbbi kategória a veszélyesebb e sorok írója szerint, e településeken fenyeget sokkal jobban a gyűlölködés veszélye.

E sorok írója az elmúlt két évben végigjárta Magyarországot legnehezebb sorsú településeinek jelentős részét. Járt az északkeleti Borsodban, a lepusztult iparvárosban, Ózdon és a mellette lévő Farkaslyukon, ahol egy-egy utcát már szinte elbontottak a környéken lakók. Járt a szerző aztán Edelény városában, és a környéken lévő Szendrőládon és Lakon, de a Sajó déli folyásánál (Sajólád, Ónod), valamint a keleti Szabolcs-Szatmár-Beregben (Tiszavasvári), és a szintén keleten lévő Hajdú-Biharban (Hajdúhadház) és az észak-magyarországi Hevesben (Gyöngyöspata) is. A felsorolt települések mindegyike jól ismert Magyarországon: egyszerre éleződtek ki itt a szociális és az etnikai feszültségek, a legutóbb

éppen Farkaslyukról indult éhségmenet a fővárosba, Budapestre. Ugyanakkor a szerző úgy véli, hogy Magyarországon a szociális és etnikai feszültségek különböző okokból éleződtek ki az északkeleti térségben. Minthogy az egész régiót nem lehet egységesen kezelni, a helyi sajátosságokat kell figyelembe venni, és így kellene demokratikus és az emberi jogokat tiszteletben tartó intézkedéseket tenni.

Gyöngyöspata szinte minden nap szerepel a magyar vagy nemzetközi sajtóban, itt a romák és a nem romák közötti ellentéteket emelik ki a tudósítások. Tiszavasvári azért került be a köztudatba, mert itt 2010-ben a radikális jobboldali Jobbik szerezte meg a polgármesteri címet – egyedülként Magyarország városai közül. Tiszavasváriban tanított az a tanár, Szögi Lajos, akit Olaszliszván vert agyon egy roma csoportosulás, és amely az elmúlt évek egyik legsúlyosabb következményekkel járó bűncselekményévé vált. Ezután vette kezdetét az a - máig nem teljesen felderített - eseménysorozat, amely a magyarországi romák elleni gyilkosságok láncolatát jelentette. Az ügyről nagyon kevés biztosat lehet tudni, a nem roma elkövetők szándékait alighanem igencsak nehéz lesz majd bizonyítani.

Hajdúhadházon és Gyöngyöspatán elsősorban a jobboldali, már-már paramilitárisnak tekinthető szervezetek úgynevezett járőrözése váltott ki nemzetközi és magyar sajtóvisszhangot. (Időközben az egyik ilyen szervezet vezetője öngyilkosságot követett el Gyöngyöspatán.) E szervezetek jelentős része meggyengült az utóbbi hónapokban, elsősorban a módosuló törvényi szabályozás hatására.

Mindezek a helységek általában súlyos bűncselekmények helyszínei voltak, ahol az elkövetők vélt vagy valós roma származása irányította rá a szélsőjobboldaliak figyelmét a településre. Minthogy Magyarországon nem lehet tudni a bűncselekmények elkövetőinek származását, ezért aztán pillanatok alatt rémhírek vagy pletykák terjednek el a környéken és országszerte egy-egy nagy port

kavaró gyilkosság vagy súlyos bántalmazással járó rablás után. Sokszor pár ezer forintért, azaz néhány euróért vertek agyon idős házaspárokat, egyedül élő öregembereket az elkövetők, a sorozatos kisebb lopások pedig a mezőgazdasági termelést lehetetlenítik el Magyarország északkeleti részén.

Szendrőlád és Lak jelentős roma népessége akkor került a figyelem középpontjába, amikor az itteni romákról azt nyilatkozta egy helyi, edelényi politikus – a város polgármestere -, hogy gumikalapáccsal verik a laki terhes asszonyok a hasukat, hogy torzszülötteket hozzanak világra, és így több segílyt kapjanak. A politikusnak, Molnár Oszkárnak ki kellett lépnie a kormánypártból a Fideszből, de időközben újraválasztották tisztségeiben, így még parlamenti képviselő is maradhatott – részben a Jobbik hallgatóságos támogatása révén. Farkaslyuk viszont nemcsak az éhségmenetről ismert, hanem arról is, hogy itt esetleg újranyílhat egy bányá, amely a borsodi térség iszonyatos foglalkoztatási problémáin, és elsősorban a képzetlen lakosság elhelyezkedésén segíthet.

A felsorolt települések két csoportba sorolhatók: a Bódva völgyében és Borsod északi részein (Farkaslyuk, Lak, Szendrőlád) a reménytelen helyzetben lévő falvakban nem a lakosság különböző csoportjai között éleződtek ki a feszültségek, hanem az általános gazdasági visszaesés, a hatalmas munkanélküliség, a mindenre kiterjedő mélyszegénység pusztít. Az etnikai gyűlöletkeltés azonban nem ezeken a településeken éleződik ki elsősorban, hanem azokon, ahol (még) létezik egy viszonylag jobb módú – és többnyire nem romákból álló – lakosság. Ezek az emberek általában vállalkoznak, földet művelnek, és viszonylag gazdagabb életet élnek Gyöngyöspatán vagy Tiszavasváriban, esetleg Hajdúhadházon. Ugyanakkor munkájukat akadályozza a közbiztonság szinte teljes hiánya, a sorozatos kisebb lopások tömkelege, a rendőrség tehetetlensége. Ilyenkor ha egy-egy súlyosabb bűncselekmény előfordul, szinte pillanatok alatt szikraként gyűjtja az indulatokat egy

kegyetlen verés vagy egy csoportosan elkövetett gyilkosság. Az elkövetőkről hiába derül ki esetleg később, hogy nem romák voltak, az az etnikai alapon gyűlölködést szító csoportokat – amelyek sokszor nem is az adott településen laknak – nem érdekli. A lényege ugyanis a konfliktusnak az, hogy mindkét csoport – a romák és a nem romák is – félnek. A félelem pedig az agresszivitás kiindulópontja, a félelem ellen tenni a legnehezebb.

Éppen ezért - a fenti példákat összegezve - e cikk szerzője azt javasolja, hogy külön-külön kéne kezelni a két különböző típusú településcsoportot. Bizonyos helyeken elegendő volna a szociális feszültségek csökkentése munkahelyteremtéssel, az iskolai oktatás javításával, a szociális háló megerősítésével (Edelény, Lak, Szendrőlád, Farkaslyuk, Ózd).

A másik településcsoporton belül (Tiszavasvári, Hajdúhadház, Gyöngyöspata), ahol viszonylag gazdagabb nem roma népesség él együtt mélyszegénységben lévő roma lakossággal, viszont általános felvilágosító munkára lenne szükség. A gyűlöletkeltés ellen az oktatás és a tájékoztatás javítására, a közbiztonság hatalmas léptékű javítására, a rendőri erők létszámának növelésére lenne szükség. Ezzel párhuzamosan pedig a leszakadó csoportoknál az első kategóriához hasonlóan az iskolai oktatás javítását és a munkahelyteremtést kellene szorgalmazni. A helyi viszonyokat nem ismerő, általános politikai szlogeneket visszhangzó magyar politikai pártok egyike sem kínál azonban jelenleg világos, átlátható, demokratikus, a kisebbségeket tiszteletben tartó és az általános és helyi válságot megfelelően kezelő politikai programot.

SZEGŐ Iván Miklós (Budapest)

A l'automne 2010 au Conseil de l'Europe : « Faire des droits de l'homme pour les Roms une réalité ».

Une réunion dite « à haut niveau » s'est tenue le 20 octobre 2010 et des sources documentaires très récentes sont depuis disponibles sur le site du Conseil de l'Europe.

Protéger les droits des Roms (septembre 2011), une brochure de 26 pages disponible à l'adresse suivante :

http://www.coe.int/AboutCoe/media/interface/publications/roms_fr.pdf

Glossaire terminologique raisonné du Conseil de l'Europe sur les questions roms (Edition du 16 novembre 2011), téléchargeable sur la page suivante :

<http://www.coe.int/lportal/fr/web/coe-portal/roma>



Le mémorial du Samudaripen, Budapest, 2012

Nous ne pouvons que nous réjouir de ces initiatives du Conseil de l'Europe, à l'heure où la crise européenne qui frappe toute l'Europe aura – et a déjà bien sûr - des répercussions encore plus graves sur les populations précarisées.

Jean-Yves FEBEREY (Nice)

QUESTIONI SETTENTRIONALI

Legg e Sinistre nel caos

“...In questa solenne ricorrenza [il Bicentenario del Tricolore, ndr] che riveste un preciso valore solo se collegata con i valori repubblicani, democratici e laici del giacobinismo italiano, e non con un retorico e qualunquistico significato nazionale...” (Walter Binni, lettera al Sindaco di Reggio Emilia, 11 gennaio 1997)

Nel 150° anniversario dell'Unità d'Italia la retorica patriottarda ha invaso le nostre coscienze, impedendo riflessioni libere. Si è trattato dell'ennesima catastrofe del pensiero, suggellata dal Presidente Napolitano. Non basta affermare, con Vattimo, che “se le persone vanno in giro con la coccarda [tricolore, ndr] è perché ce l'hanno con questi razzisti xenofobi -e anche un po' imbecilli- dei leghisti” (“Per colpa dei leghisti metteremo la coccarda”, intervista a G. Vattimo, *Liberazione*, 17.03 2011). Il profluvio di tricolori ha reso ufficiale una visione monolitica del discutibile nostro Risorgimento.

VOGLIA DI BORDELLO

Ricordarsi di Bronte e dei massacri attuati da piemontesi e garibaldini, ricordarsi del saccheggio del Sud e della lotta dei briganti a difendere case e vite, potrebbe essere utile; e ricordarsi anche di Mameli: “...Lungi dall'essere un padre della patria, Mameli è stato a lungo un 'clandestino' nella storia italiana: oggetto di più cerimonie funebri, tutte contrassegnate dall'imbarazzo, comunque dall'assenza del potere pubblico, al più accompagnato dai suoi amici in una condizione di solitudine, comunque di 'sconfitta'...” (D. Bidussa, prefazione a “Goffredo Mameli, il fratellastro d'Italia”, in G. Mameli, *Fratelli d'Italia*. Pagine politiche, Milano, Feltrinelli, 2011). Quale l'affronto portato da Mameli al

conformismo patriottico d'ogni tempo? L'aver tentato un'azione politica a Roma contro il papa-re e lo Stato pontificio, ovvero contro ciò che di più inattaccabile c'era e c'è in Italia. Oggi cantano l'inno fior di clericali, ignoranti e furbi.

Il Risorgimento è stato letto criticamente anche da sinistra, ma la sinistra si è sbarazzata di tali letture, aggrappandosi a un inno e a un tricolore, dopo aver rinnegato le bandiere rosse in cui sono state avvolte brillanti carriere postcomuniste. Però “la vera bandiera italiana non è il tricolore, ma il sesso, il sesso maschile”, scrive Malaparte in *La Pelle*. I leghisti lo sanno persino più di Berlusconi, e sicuramente più di tutte le sinistre, e sanno come generare consenso a partire dalla diffusa voglia di bordello che attraversa buona parte del Paese. Lo sa Gentilini con la sua nostalgia per le “case chiuse”, lo sa Bossi con il suo imbalsamato celodurismo, col suo “digitus infamis” condiviso da altri onorevoli cialtroni, lo sa Carolina Lussana con la sua proposta di eros center: essendo sfrenato il desiderio maschile, occorre solo farlo sfogare, mai interrogandosi su questo desiderio, e sulle sue distruttive pulsioni. Mettere il sesso maschile nel tricolore, e non quel crocifisso che il leghista Castelli aveva proposto di inserire nella bandiera dopo i suoi pellegrinaggi a Medjugorje: questo sarebbe vera coscienza di patria! Contraddizioni feroci, trame che si inceppano, misteri della fede (leghista): tra matrimoni celtici e bordelli multietnici, tra bandiere da bruciare e crocifissi da cucirvi (prima o dopo il falò?)

LEGA NORD ANTIPOPOLARE

Che qualche problema nella sfera sessuale i leghisti lo abbiano, possiamo capirlo da un articolo di Andrea Rognoni sulla Padania del 4 aprile 2011, dal titolo “Föra di ball. Storia e filosofia di una battuta al fulmicotone”. Erano i giorni post celebrazione dell'Unità, e dell'afflusso in Italia di migranti dal Nordafrica. Bossi avrebbe risolto la crisi con

l'espressione ricordata dalla Padania, e Rognoni prima argomenta a favore della scelta linguistica plebea del Capo: "L'anima popolare non sopporta il peso della retorica... Parla col cuore e coll'istinto... E' l'unica risposta possibile alla sicumera radical-chic..." (quanto populismo in queste parole, tipiche di chi presume di 'essere popolo', anche se ha stipendi/pensioni d'oro e se in Parlamento vota le più retrive manovre berlusconiane); e poi così ne parla: "...La scelta dell'apparato riproduttivo [le ball di cui sopra, ndr] come cuore della personalità la dice lunga sulla necessità di difendersi da chi invadendo la sfera privata finisce col sostituirsi alla nostra virilità..." (machismo e omissioni attorno al desiderio maschile, che nel frattempo produce femminicidi e governa). 'Fuori dalle balle' a uomini e a donne in cerca di vite migliori, 'fuori dalle balle' come squallida virile ingiunzione di un Ministro delle Riforme, di un partito di governo!

Impertinenza, certo, e puro razzismo. Ma impertinenza che si ferma davanti ai poteri forti: niente impertinenza con le banche, dove la Lega reclama posti nei consigli d'amministrazione; niente (più) impertinenza con la Chiesa cattolica di cui si difendono i privilegi (costi dell'insegnamento della religione cattolica nelle scuole pubbliche, non pagamento delle tasse da parte di istituzioni religiose, oscenità dell'8xmille, etc.); niente impertinenza con Berlusconi, di cui si approva tutto, e si salvano ministri in odore di mafia; niente impertinenza con le mafie (arresti spettacolari ma connivenze decennali- vedi E. Ciconte sulla 'ndrangheta padana, e Sì alla lupara, no al cous cous, e-book di A. Mangano, terrelibere.org, 2011). Lega dentro le stanze del potere, ma che prova ancora a sfoggiare sgrammaticature pseudopopolari: ecco la canotta di Bossi (v. M. Belpoliti, "Il capo in canotta, un po' Brando e un po' operaio", al convegno "L'immaginario leghista", in parte riportato in Il Fatto Quotidiano, 14.10 2011), come se il popolo fosse sgrammaticato e inelegante. Altro popolo abbiamo conosciuto,

con i bei dialetti di tutt'Italia, con le cravatte della festa e splendidi grembiali, con tute operaie, con canti e studi accaniti (La notte dei proletari di Jacques Rancière): la canotta di Bossi è un insulto ai lavoratori, è una parodia offensiva. Se a sinistra ci fossimo ricordati di aver letto Alberto Mario Cirese (da poco scomparso, nel silenzio), Ernesto De Martino, Giovanna Marini e Cesare Bernani, e tante altre e altri, avremmo avuto anticorpi per non cedere alla trivialità leghista. Pensiamo anche a Scrittori e popolo (1965) di Asor Rosa, ancora oggi arma indispensabile contro il populismo.

LE APERTURE DEL PD

A sinistra invocano con nostalgia la prima Lega, pura e giusta, in questo concordando con i dissidenti leghisti dell'ultim'ora, ma in realtà legittimando un'inesistente Lega antisistema, il cui obiettivo da sempre è stato quello di occupare posti di potere per difendere i clan di riferimento e le proprie famiglie: la parentopoli leghista è sfacciata. Ma a sinistra molti danno credito a questa immagine. Ricordiamo l'intervista di Bersani alla Padania del 15.02 2011, "Facciamo un patto per il federalismo": "...gennaio 2006, sono ospite della festa leghista di Busto Arsizio, bellissima, popolare, mille persone, dibattito dove ce ne siamo dette di tutti i colori, ricordo la cosa con grande simpatia. Alla fine mi venne da aggiungere: attenzione, io come voi so dire quanto deve pesare uno spiedino, quanta carne ci vuole perché sia fatto bene e il macellaio non ci truffi. Provate a chiederlo a Berlusconi: non-lo-sa! (...) [noi, PD e Lega, ndr] siamo popolari, Berlusconi solo populista...". Ecco il pasticcio, ecco una politica ridotta a strizzate d'occhio: Bersani apre alla Lega, a un partito razzista, xenofobo, incapace (lo mostrerà di lì a poco nella gestione della crisi dei migranti nordafricani), tendenzialmente totalitario. A questa Lega così connotata, il PD risponde con un rivoltante sistema di potere 'rosso': il sistema Sesto San Giovanni (il caso Penati è di gravità inaudita), quello verticistico delle

COOP e delle banche/assicurazioni in quota 'democratica', quello iperproduttivistico e autoritario nella Torino di Fassino.

Certo, la strategia della Lega è entrata in crisi, nell'ultimo anno, nonostante Bersani e i suoi, e le amministrative hanno prodotto un cataclisma nelle regioni 'verdi', con la perdita, a Milano, di un terzo dei voti. Difficoltà con il proprio elettorato, a volte più estremista dei leader; difficoltà al proprio interno con lotte per la successione al capo finora indiscusso, e scontri con il Pdl. La Lega potrà subire altre sconfitte, ma il veleno sparso, alla lettera (avvelenamento chimico dei terreni agricoli, capannoni industriali, asfaltizzazione) e metaforicamente (razzismo, rottura di qualsiasi solidarietà che non sia quella 'padana', paure rese aggressive), è penetrato a fondo inquinando le falde di un pensiero popolare consegnato a una lotta fratricida. Il contravveleno avremmo dovuto inocularcelo anni fa, anni che invece troppi hanno speso ad aprire le porte al fanatismo e alle pratiche di sottogoverno di un partito da combattere senza sosta.

Gianluca PACIUCCI
(Trieste)



Photo de Bea BOCZ, Budapest, février 2012

Politica di Binni

Il volume di Walter Binni, *La disperata tensione* (Firenze, Il Ponte editore, 2011, pp. 354), a cura di Lanfranco Binni, cui si deve una puntuale e appassionata introduzione, è un'opera importantissima che fornisce ai lettori gli scritti politici del grande critico letterario perugino. Autore di fondamentali scritti di critica su Leopardi, Alfieri e sul Neoromanticismo, capace, ventitreenne, di creare un vero e proprio caso letterario con la sua tesi di laurea dal titolo *La poetica del decadentismo* (pubblicata nel 1936), Walter Binni emerge dai suoi scritti di intervento politico come un intellettuale di primo piano, intransigente e cosciente del ruolo che si può e si deve svolgere anche nei momenti più duri della vita di una nazione. Binni è la smentita più efficace di chi sostiene la necessaria separatezza di una repubblica delle lettere lontana dal resto dell'umanità, nei cui confronti l'intellettuale avrebbe solo la possibilità di svolgere un ruolo di guida esterna, quasi fosse un sapiente (un tecnico?) cui chiedere l'elemosina di un parere illuminato, e non un essere in carne e ossa implicato nella rete della storia e dei rapporti sociali. Non si tratta di una vecchia discussione: così l'hanno trattata i vecchi e nuovi servi che, sulla "neutralità" delle arti e delle lettere hanno costruito fior di carriere per nulla neutrali, ma al servizio dei padroni di turno. Così hanno ammansito e abbruttito un popolo, facendolo crollare al loro triviale livello e diventarne infine il megafono: di un altro popolo, gioioso e combattivo, avevano paura, dovevano aver paura! Lo hanno avvilito, per guidarlo con le loro urla sguaiate.

IL POTERE DI TUTTI

Altro il popolo, altro il modello di intellettuale proposto da Walter Binni: letteratura e politica non sono mai separate, l'una entra nell'altra come fossero la stessa cosa, nemmeno il recto

e il verso di un foglio, ma un'intimità serrata, che è critica non trasformabile in potere. Da quali modelli Binni attinge questa forza fusionale? I nomi non sono quelli né di uno sterile e delinquenziale zdanovismo né di un engagement un tempo alla moda, e nell'ultimo trentennio insultato dalle mute dei nuovi cani da guardia, forti di livore postmodernista o semplicemente clientes con la sportula da riempire. I suoi nomi sono quelli della radicalità poetico-politica di Leopardi, capace di individuare nei primi decenni dell'Ottocento le contraddizioni e gli inganni del nodo reazione/progresso, e al tempo stesso di proporre una via eroica e limpida di superamento del presente (i grandissimi versi della *Ginestra*, su cui Binni ha scritto pagine decisive); e quelli di alcuni grandi ancora misconosciuti del Novecento, da Michelstaedter (la “persuasione” contro la “rettorica”) a Capitini. I figli del mare dello scrittore goriziano, l'ultimo Leopardi (Pensiero dominante-A se stesso) e “Capitini e l'antifascismo: la disperata tensione”, insieme ad altri contributi, letture e ascolti, e a stringate osservazioni (quasi un testamento e già una rinascita) appaiono nei fogli di appunti lasciati da Binni “nel novembre 1997, a pochi giorni della morte”¹: sono i nomi della fedeltà a un pensiero indomabile. In mezzo, con l'aiuto di questi tre, e poi per via subito autonoma e presto “magistrale”, Binni affronta l'oceano del Novecento con i mezzi vigorosi della critica sociale e letteraria. I primi testi raccolti in *La disperata tensione* risalgono al 1934-'35 (sulla questione tedesca, affrontata con piglio polemico anti-hitleriano, nella cui dottrina Binni riconobbe la centralità del razzismo), l'ultimo a pochi giorni prima della morte (“Il

1 Pag. 5, in “Walter Binni 1913-1997”, numero speciale de *Il Ponte*, Anno LXVII, nn. 7-8, luglio-agosto 2011: questo speciale contiene scritti, saggi e ricordi su/di Walter Binni, e con l'opera che stiamo recensendo costituisce un formidabile dittico.

sorriso di Eleandro”, fortemente polemico contro chi vorrebbe leggere in Leopardi una “falsa disperazione omologata a mode 'nere' e nefaste”). Il volume si articola in alcuni consistenti blocchi: gli scritti politici tra il 1944 e il 1947, culminanti nel discorso all'Assemblea Costituente (venne eletto nelle liste socialiste) del 17 aprile 1947, e altri testi dedicati alla scuola pubblica; gli interventi sulle vicende universitarie negli anni Sessanta, con l'altro grande discorso dedicato all'assassinio di Paolo Rossi (Omaggio a un compagno caduto. Orazione funebre per Paolo Rossi, pronunciata a Roma il 30 aprile 1966); i testi dedicati ad Aldo Capitini, maestro di vita, cui si legano i ricordi di Perugia -città di entrambi, e anche di Paolo Rossi e dei suoi genitori-, uno dei luoghi di Binni, insieme a Pisa (la Normale), Genova, Firenze e Roma (l'insegnamento universitario), ma luogo fondante, altissimo² di dolci colli, e non di vette boriose. Proprio in terra umbra, e non poteva forse svilupparsi altrove, è nata la proposta politica di Capitini, quella omnicrazia, quel potere di tutti che è taglio netto e duraturo delle radici del potere, che è fine della sopraffazione, che è liberalsocialismo, nel senso di libertà nel socialismo, e non certo quel pasticcio velenoso che è diventata oggi questa parola sulle labbra di tanti, magari ex comunisti (da Occhetto in poi).

PER UNA SCUOLA LIBERA

Impressionante è leggere tutti gli interventi, articoli, recensioni e discorsi dedicati al tema

2 Parlando di Capitini, “Perugia come nuova Gerusalemme da cui inviare il suo messaggio ideale e attivo” (pag. 292); quel Capitini che “operò con ispirazione così inconfondibilmente umbra (...) riprendendo tra le sue più congeniali sollecitazioni profonde la prospettiva di Francesco d'Assisi e quella del supremo appello leopardiano della *Ginestra...*” (p. 310, in “Umbria, una premessa”).

della scuola pubblica, e anche avvilita, a nostra vergogna: la forza di Binni è la forza di un pensiero che non ha paura; la mediocrità dell'oggi è la paura nei confronti del pensiero. Non che nel primo dopoguerra o nei giorni che seguirono l'orazione funebre per Paolo Rossi, non ci siano state polemiche, anche grossolane e meschine. La stampa cattolica e di destra, le istituzioni universitarie, per lunghissimi decenni saldamente in mano a un baronato retrogrado, e singoli intellettuali attaccarono le posizioni di Binni, ma questi si difese, e fu difeso, e soprattutto sentiva -crediamo- la forza di un insieme di energie che in lui trovavano libero sbocco. E poi c'erano punti rigorosamente non negoziabili! A questo serviva l'egemonia culturale, campo di battaglia disertato da tutta quella sinistra che negli ultimi trent'anni ha sdoganato di tutto, da Bottai a Craxi a Cristo (atei devoti anche a manca...), in conversioni ridicole e concrete cessioni di sovranità, pagate caramente dal nostro Paese ma lautamente ricompensate ai neocon (il mediocre predicazzo di Giuliano Ferrara -24 dicembre 2011, Raiuno ore 20.30- sul bambin Gesù, è il punto di non ritorno della devastazione intellettuale trionfante).

Non negoziabile è il principio di una scuola pubblica e laica. Dice Binni nel sopra citato discorso all'Assemblea Costituente: gli articoli della Costituzione italiana dedicati alla scuola affermano “questi due grandi principi, cioè la libertà d'insegnamento e la possibilità per tutti di entrare in qualsiasi grado della scuola” al fine di “portare il maggior numero di persone al possesso dell'istruzione, della tecnica ed alla consapevolezza conseguente di questo possesso...” (p. 195); e poi, dopo aver argomentato contro qualsiasi sovvenzione alle scuole private perché “queste sovvenzioni hanno l'unico risultato di dare maggior forza alle scuole private diminuendo l'efficienza delle scuole di Stato”, ecco la perorazione finale: “Vorrei dirvi che la scuola pubblica ci unisce e la scuola di parte ci divide (...). Vorrei che non fosse rotta quella solidarietà, quell'unità, formatasi anche nell'esperienza

dura della lotta contro il tedesco oppressore (...). Noi non portiamo un attacco, ma una difesa; non andiamo all'assalto dell'altrui posizione, ma vogliamo difendere la posizione della libera formazione...” (p. 202). Una difesa vincente: è grazie a posizioni intransigenti come questa di Binni, e nonostante l'articolo 7, che nell'Italia del dopoguerra la scuola è stata un bastione della vita democratica, che è vita “aperta” (il concetto di apertura è centrale nel lessico di Capitini), il cui contrario è la vita “chiusa”, preparata da scuole “chiusi”, da una chiusa formazione in scuole confessionali e di parte. Chi vuole chiudersi in uno di questi luoghi infelici, dicono Binni e la Costituzione, lo faccia, ma “senza oneri per lo Stato”. Oggi un discorso di questa levatura verrebbe trascinato nel fango delle urla di neocon e teodem, e messo all'indice da una gerarchia cattolica sempre più potente e prepotente. Noi all'intransigenza di Binni, e di non pochi altri e altre (Maestre e Maestri ce ne sono, basta liberarli e liberarli dagli ergastoli), dovremmo ispirarci, cominciando col leggere questo libro immenso.

Gianluca PACIUCCI (Trieste)

Politique de Binni



Walter Binni

Le volume de Walter Binni (1913-1997), *La tension désespérée* (Florence, Editions Il Ponte, 2011, 354 pages), présenté par Lanfranco Binni, à qui on doit une introduction précise et passionnée, est une œuvre très importante qui offre au lecteur les écrits politiques du grand critique littéraire pérousin.

Auteur d'écrits fondamentaux de critique sur Leopardi, Alfieri et sur le Néoromantisme, capable, à vingt-trois ans, de créer un véritable événement littéraire avec sa thèse de fin d'études intitulée *La poésie du décadentisme* (publiée en 1936), Walter Binni apparaît, dans ses écrits politiques, comme un intellectuel de premier plan, intransigeant et conscient du rôle qu'on peut et doit jouer, y compris dans les moments les plus durs de la vie d'une nation. Binni est le démenti le plus efficace à opposer à qui soutient le caractère nécessairement séparé d'une république des lettres éloignée du reste de l'humanité, vis-à-vis de laquelle l'intellectuel aurait seulement la possibilité de jouer un rôle de guide extérieur, comme s'il était un *savant* (un *technicien* ?) à qui on demanderait l'aumône d'un avis éclairé, et non pas un être en chair et en os, impliqué dans le maillage de l'histoire et des rapports sociaux. Il ne s'agit pas d'une vieille discussion : c'est ainsi que d'anciens et de nouveaux larbins ont fait de belles carrières sur la « neutralité » des arts et des lettres, carrières qui n'avaient rien de neutre mais qui étaient au bénéfice des maîtres de service. C'est ainsi qu'ils ont apprivoisé et abruti un peuple, le faisant s'effondrer à leur niveau trivial et en devenant pour finir le mégaphone : d'un autre peuple, joyeux et combatif, ils avaient peur, ils devaient en avoir peur ! Ils ont avili ce peuple, pour le guider de leurs grossiers hurlements.

Le pouvoir de tous

Un peuple différent, un modèle différent d'intellectuel sont proposés par Walter Binni : littérature et politique ne sont jamais séparées, l'une entre dans l'autre comme si elles étaient la même chose, même pas le recto et le verso d'une même feuille, mais une étroite intimité, qui est critique non transformable en pouvoir. De quels modèles Binni tire cette force fusionnelle ? Les noms ne sont ni ceux d'un stérile et criminel jdanovisme, ni ceux d'un engagement un temps à la mode, engagement vilipendé durant les trente dernières années par

les meutes de chiens de garde, pleins de rancœur post-moderne ou simplement *clientes* [au sens de l'Antiquité romaine, NdT] avec leur *sportula* [petit panier, même origine, NdT] à remplir. Ses noms sont ceux de la radicalité poético-politique de Leopardi, capable d'individualiser dans les premières décennies du 19^{ème} siècle les contradictions et les tromperies du nœud réaction/progrès, et en même temps de proposer une voie héroïque et limpide de dépassement du présent (les grands vers de la *Ginestra**, sur lesquels Binni a écrit des pages décisives) ; et aussi ceux de quelques grands encore méconnus du 20^{ème} siècle, de Michelstaedter (la 'persuasion' contre la 'rhétorique') à Capitini**. *Les fils de la mer* de l'écrivain de Gorizia, le dernier Leopardi (*Pensée dominante – A soi-même*) et « Capitini et l'antifascisme : la tension désespérée », ensemble avec d'autres contributions, lectures et choses entendues, observations concises (presque un testament et déjà une renaissance), se trouvent dans les feuilles de notes laissées par Binni « en novembre 1997, à quelques jours de sa mort » (1) : ce sont les noms de la fidélité à une pensée indomptable. Au milieu, avec l'aide des ces trois auteurs, et après de manière subitement autonome et bientôt « magistrale », Binni affronte l'océan du 20^{ème} siècle avec les moyens vigoureux de la critique sociale et littéraire. Les premiers textes rassemblés dans *La tension désespérée* remontent à 1934-35 (sur la *question allemande*, affrontée sur un ton polémique anti-hitlérien, dans la doctrine duquel Binni reconnaît le rôle central du racisme), le dernier à quelques jours de sa mort (« Il sorriso di Eleandro », fortement polémique contre qui voudrait lire dans Leopardi une « fausse désespérance homologuée selon des modes 'noires' et néfastes »). Le volume s'articule en quelques blocs consistants : les écrits politiques entre 1944 et 1947, culminant dans le discours à l'Assemblée constituante (il a été élu sur les listes socialistes) du 17 avril 1947, et d'autres textes consacrés à l'école publique ; les interventions sur les événements dans les

universités durant les années soixante, avec l'autre grand discours dédié à l'assassinat de Paolo Rossi *** (*Hommage à un compagnon tombé. Oraison funèbre pour Paolo Rossi, prononcée à Rome le 30 avril 1966*) ; les textes dédiés à Aldo Capitini, maître de vie, auxquels se lient les souvenirs de Pérouse – leur ville à tous les deux, ainsi que de Paolo Rossi et de ses parents –, Pérouse, un des lieux de Binni avec Pise (l'École Normale), Gênes, Florence et Rome (l'enseignement universitaire), mais lieu fondateur, très haut (2) de ses douces collines, et non de sommets hautains. Précisément en terre d'Ombrie, et peut-être ne pouvait-elle se développer nulle part ailleurs, est née la proposition politique de Capitini, cette *omnicratie*, ce pouvoir de tous qui coupe net et durablement les racines du pouvoir, qui est la fin de la violence, qui est libéral-socialisme, dans le sens de *liberté dans le socialisme*, et bien sûr pas ce gâchis empoisonné qu'est devenu aujourd'hui ce mot sur les lèvres de tant de personnes, même des ex-communistes (depuis Occhetto et après).

Pour une école libre

Il est impressionnant de lire toutes les interventions, tous les articles, recensions et discours consacrés au thème de l'école publique, mais c'est aussi avilissant, à notre honte : la force de Binni est la force d'une pensée qui n'a pas peur ; la médiocrité d'aujourd'hui est la peur de se confronter à la pensée. Non pas qu'il n'y ait pas eu, dans l'immédiat après-guerre ou dans les jours qui suivirent l'oraison funèbre de Paolo Rossi, des polémiques, y compris grossières et mesquines. La presse catholique et de droite, les institutions universitaires, tenues fermement en main pendant des décennies par des baronnies rétrogrades, ainsi que des intellectuels individuellement, attaquèrent les positions de Binni, mais celui-ci se défendit, et fut défendu, et surtout sentait – nous le croyons – la force d'un ensemble d'énergies qui trouvaient en lui un débouché. Et puis, il y

avait des points rigoureusement *non négociables* ! A ceci servait l'hégémonie culturelle, ce champ de bataille déserté par toute cette gauche qui, dans les trente dernières années, a dédouané toutes sortes de choses, de Bottai à Craxi et à Cristo (athées dévots également à gauche...), aux conversions ridicules et aux concrètes cessions de souveraineté, chèrement payées par notre pays mais abondamment récompensées aux *neoon* (la médiocre prédication de Giuliano Ferrara, le 24 décembre 2011, Raiuno à 20.30, sur l'Enfant-Jésus, est le point de non-retour de la dévastation intellectuelle triomphante).

Non négociable est ainsi le principe d'une école publique et laïque. Binni dit, dans le discours cité plus haut à l'Assemblée constituante : les articles de la Constitution italienne consacrés à l'école affirment « ces deux grands principes, c'est-à-dire la liberté de l'enseignement et la possibilité pour tous d'entrer à n'importe quel niveau dans l'école », afin de « conduire le plus grand nombre de personnes à la possession de l'instruction, de la technique et à la conscience consécutive à cette possession » (page 195) ; et puis, après avoir argumenté contre toute forme de subvention aux écoles privées, parce que « ces subventions ont pour unique résultat de donner plus de force aux écoles privées, diminuant d'autant l'efficacité des écoles publiques », voici le plaidoyer final : « Je voudrais vous dire que l'école publique nous unit et que l'école partisane nous divise (...). Je voudrais que ne soit pas brisée cette solidarité, cette unité, qui s'est formée aussi dans la dure expérience de la lutte contre l'opresseur allemand (...). Nous n'attaquons pas, mais nous défendons ; nous n'allons pas à l'assaut de la position de l'autre, mais nous voulons défendre la position de la formation libre... » (page 202). Une défense gagnante : c'est grâce à des positions intransigeantes comme celle de Binni, et ceci nonobstant l'article 7****, que dans l'Italie d'après-guerre, l'école a été un bastion de la vie démocratique, qu'elle est vie « ouverte » (le concept d'*ouverture* est central dans le

lexique de Capitini), dont le contraire est la vie « fermée », préparée par les écoles « fermées », par une formation fermée dans des écoles confessionnelles et partisans. Qui veut s'enfermer dans un de ces lieux de malheur le fasse, disent Binni et la Constitution, « mais sans coût pour l'État ». Aujourd'hui, un discours de cette envergure serait traîné dans la boue, sous les hurlements des *neocon* et *teodem******, et mis à l'index par une hiérarchie catholique toujours plus puissante et tyrannique. Nous devrions nous inspirer de l'intransigeance de Binni et de nombreux autres (des maîtres, femmes et hommes, il y en a, il suffit de les libérer de leurs prisons à vie), en commençant par la lecture de ce livre immense.

Gianluca PACIUCCI (Trieste)

[Article à paraître dans le numéro de mars-avril du bimensuel Guerre&Pace et sur le site www.fondowalterbinni.it]

- (1) Page 5, in *Walter Binni 1913-1997*, numéro spécial de *Il Ponte*, Anno LXVII, numéros 7-8, juillet août 2011 : ce numéro spécial contient des écrits, des essais et des souvenirs sur et de Walter Binni, et constitue, avec l'ouvrage dont nous renons compte, un formidable diptyque.

<http://www.ilponterivista.com/portale/src/Main.php>

- (2) Binni, parlant de Capitini : « Pérouse comme nouvelle Jérusalem d'où envoyer son message idéal et actif » (page 292) ; Capitini qui « œuvra avec une inspiration incomparablement ombrienne (...) reprenant parmi ses sollicitations profondes les plus intimes la perspective de François d'Assise et celle du suprême appel léopardien de la *Ginestra*... » (page 310, in *Ombrie, une prémisse*).

**Le genêt* ou *La fleur du désert* est l'avant-dernière poésie lyrique de Leopardi, écrite en 1836 à Torre del Greco, près de Naples

http://it.wikipedia.org/wiki/La_ginestra

** **Aldo Capitini** (Pérouse, 1899-Pérouse, 1968) était un philosophe, homme politique, antifasciste, poète et éducateur italien. Il fut l'un des premiers en Italie à saisir et à théoriser la pensée non violente de

Gandhi, au point d'être appelé le « Gandhi italien ».

http://it.wikipedia.org/wiki/Aldo_Capitini



Statue de Gandhi à Budapest

*** **Paolo Rossi**, étudiant en architecture, mort des suites de ses blessures et d'une chute lors d'échauffourées déclenchées le 27 avril 1966 par des activistes néofascistes à l'Université La Sapienza de Rome. Le juge d'instruction n'a pas poursuivi la procédure pour les coups et blessures qui avaient provoqué la mort de Paolo Rossi, parce que les auteurs en étaient restés inconnus.

<http://www.reti-invisibili.net/paolorossi/>

**** **Article 7 de la Constitution italienne** : L'État et l'Église catholique, chacun dans son domaine propre, sont indépendants et souverains.

Leurs rapports sont réglés par les Accords de Latran. Les modifications des Accords, acceptés par les deux parties, ne requièrent pas une procédure de révision constitutionnelle. Il faut souligner que cet article accepte dans la Constitution républicaine le Concordat (Accords de Latran) entre État fasciste et l'Église catholique, qui donne à cette dernière des privilèges énormes (le Concordat a été modifié en 1984, mais les privilèges sont restés...) : il a été voté par la Démocratie chrétienne et le Parti Communiste, sans l'accord des partis laïques et de gauche.

***** Courant politique italien catholique de centre-gauche <http://it.wikipedia.org/wiki/Teodem>

[Traduction et notes de Jean-Yves FEBEREY]

Billet d'humeur
« Il y a quelque chose de pourri »
au royaume de l'industrie
pharmaceutique

Qu'on me pardonne ce modeste emprunt à William Shakespeare.

J'écrivais déjà il y a plus de dix ans ce qui suit :

« Dénonçons les pratiques intolérables de certaines firmes pharmaceutiques qui parviennent à exercer des pressions inqualifiables sur les membres des Comités Consultatifs de Protection des Personnes en matière de Recherche Biomédicale (CCPPRB), parfois en obtenant ce qu'elles veulent, avec la caution des investigateurs et moniteurs des études et même celle de la commission d'AMM... je l'ai vécu lorsque je siégeais au CCPPRB-B de l'Hôtel-Dieu de Lyon et je sais de quoi je parle ! Et la liste est malheureusement loin d'être exhaustive ! Notamment, qu'advient-il de la loi Huriet-Sérusclat avec la révision de cette dernière ? Rien de bon, semble-t-il lorsqu'on lisait déjà attentivement le document servant de plateforme à certaines associations scientifiques et de patients. En effet, la *Revue des maladies Respiratoires* avait fait paraître courant 2001 un texte qui ne cachait rien des intentions de ces associations prônant la révision de la loi de décembre 1988. Nous pouvons les résumer ainsi brièvement :

La loi Huriet-Sérusclat ne serait plus adaptée du fait de « procédures trop lourdes pour la simple comparaison de stratégies diagnostiques, de traitements ou de dispositifs déjà validés et utilisés en routine... : la protection ne devrait-elle durer qu'un temps, alors que chacun sait que l'on peut parfaitement découvrir des effets délétères tardifs (NdA).

L'impossibilité de réaliser des études sans BID (Bénéfice Individuel Direct) dans certaines situations ne permettant pas le recueil du consentement (coma, choc...) exige (!) pourtant que des recherches leur soient consacrées : *primat de l'individu ou de la recherche, éthique à plusieurs vitesses ? Le débat risque d'être houleux et sans fin ! (NdA).*

Les signataires proposaient diverses mesures : une procédure allégée pour les produits déjà autorisés, la suppression de l'obligation pour le promoteur de fourniture gratuite des médicaments et de financement des frais : *cette proposition me paraît tout simplement scandaleuse car elle vise de fait à faire supporter la recherche à la collectivité et à un système de protection sociale, la Sécurité Sociale déjà bien mal en point ! (NdA)*, la reconnaissance du patient « incompetent » : en psychiatrie, gériatrie, neurologie, pédiatrie. Une personne de confiance désignée par le patient ou la famille servirait de tuteur... : *bel exemple de limitation à la liberté individuelle (NdA).*

Le sénateur Claude Huriet avait confié à Eric Favereau de *Libération*, que ce projet de révision fait la part belle à l'industrie pharmaceutique. Mais il y a plus grave, car ce projet semble bel et bien liberticide.

Trop de dérives existent et ont existé depuis longtemps :

- Les achats de prescription (des régions entières de France en ont été les « championnes », les visiteurs étant sommés par leurs directeurs régionaux de « faire du chiffre, toujours du chiffre, encore du chiffre, rien que du chiffre... » sous peine de sanctions allant jusqu'au licenciement. En outre, certains « responsables » régionaux et/ou nationaux n'hésitent pas à imposer à leurs délégués d'inciter les praticiens à la délivrance de traitements hors AMM et/ou à des posologies toujours hors AMM atteignant le double voire le triple des posologies préconisées et autorisées par l'AMM...
- les recrutements excessifs de cohortes entières de patients ne relevant pas vraiment des essais projetés, afin de boucler des études avec des statistiques « significatives » et donnant lieu à des « tirés à part », chef d'œuvres de « copié-collé » d'une molécule à une autre
- la façon dont certains marketteurs traitent les médecins devenus clients manipulables à merci, maltraitant leurs collègues visiteurs médicaux. J'ai connu une virago sans scrupules responsable du marketing d'une

importante firme multinationale d'origine américaine déclarant sans vergogne que « *les visiteurs médicaux n'étaient, je cite, que des magnétophones à pattes* »...

- L'argent, le profit avec parfois des augmentations de bénéfice à deux chiffres pour les firmes, la satisfaction des actionnaires sont les objectifs prioritaires... Les considérations éthiques sont là pour faire bien dans la vitrine et ne reposent plus sur quelque fondement que ce soit... « *Le cœur à gauche, mais le portefeuille à droite* », disait un financier avec lequel je discutais un jour et qui ajoutait « *tout le monde a un prix, il suffit de le deviner ou de le renifler* ».

A ces fins, tout semble permis et l'affaire des vidéos scandaleuses de janvier 2011 (visiteuse médicale panthère fouettant un médecin se livrant à un striptease affligeant et promettant de prescrire tel produit sous les coups assenés) que les laboratoires Lilly-France ont laissé diffuser en interne et dont le côté scabreux et ignoble a été révélé par le quotidien *Libération* relayé par divers *media* est une preuve supplémentaire des dérives qui ne font qu'augmenter...

Je passerai sur l'affaire Servier et m'interrogerai sur le futur probable scandale des produits supposés aider les malades atteints d'Alzheimer — à en croire les pouvoirs publics et les statistiques, le nombre de malades atteints de cette redoutable maladie est inflationniste et exponentiel, tout simplement parce que l'on a abusivement étendu l'appellation (non contrôlée, contrairement aux bons vins) avec la complicité de confrères neurologues et que toute détérioration mentale à partir d'un certain âge devient un Alzheimer ! Au début, « ils » n'avaient pas osé et parlaient de troubles « type Alzheimer », puis le vocable « type » a disparu et tout est

devenu Alzheimer ! Quand on sait que le seul véritable diagnostic authentique de la maladie d'Alzheimer ne peut se faire que post-mortem !

Pourquoi tout cela? Tout simplement parce que l'industrie pharmaceutique a lancé sur le marché en toute hâte des produits dangereux (en particulier responsables d'hépatites foudroyantes et mortelles), sans essais suffisants, très coûteux et que des officines parfois douteuses ont vu le jour. Officines destinées en principe à aider les personnes, les familles, les soignants et dirigées par des non-professionnels (trop souvent), ayant recours aux services — devenus cautions — de quelques professionnels peu regardants et rémunérés... Le mythe de « *l'Alzheimer pour tous* » est bien commode. Il a permis l'ouverture de « maisons spécialisées », des créations d'emplois, des déclarations politiques grandiloquentes et démagogiques... Bientôt, l'on reparlera de ces produits coûteux, dangereux, des officines à surveiller et des complicités à tous les niveaux... Mais c'est jouer les Cassandre, dirait-on... Mais Cassandre avait raison, malheureusement !

Il y a pourtant des remèdes à tous ces fléaux : il serait temps que tous les protagonistes, je dis bien TOUS, trouvent ou retrouvent (pour ceux qui les auraient perdues en route ou ne les connaissent pas) les valeurs fondamentales qui font de HORDES une CIVILISATION, de MEUTES une SOCIETE HUMANISTE !

Utopie ? Et pourquoi pas ?

Docteur H. Alain AMAR
Psychiatre retraité, AIHP

Ancien expert rapporteur HAS (Commission
transparence du médicament)
Ancien Membre du Comité d'Éthique du CHU
de Lyon, du CCPPRB Lyon Hôtel-Dieu
Ancien Membre du Bureau de l'Association
française de psychiatrie

Organisation du travail et hiérarchie

[Nous souhaitons la bienvenue à Jean Ferrette, Enseignant en sociologie à l'Université de Caen et qui a également des liens avec la Hongrie, où il va participer à un programme de recherche. Son texte, pour lequel nous le remercions chaleureusement, pose des questions auxquelles nous sommes régulièrement confrontés dans l'exercice de nos professions, dans tous les domaines].

Je me souviens que, lorsque je travaillais à l'inspection du travail, au cours de chaque enquête consécutive à un accident du travail le patron disait invariablement : « qu'est-ce qu'il faisait là ? Il n'avait rien à faire là ! ». Bref, le seul coupable était la victime, et ce coupable était d'autant plus pratique... qu'il était souvent mort.

Le thème de *la responsabilité individuelle* est, nous le savons, central dans la rhétorique idéologique patronale. Thème pratique, puisqu'il sanctionne négativement *ceux qui échouent* (dès lors un accident est analysé comme un échec individuel) et positivement *ceux qui réussissent* (et légitime donc leur position de pouvoir). Mais aussi thème réversible : il permet en retour *l'irresponsabilité collective*, mais aussi l'irresponsabilité de ceux qui se trouvent aux échelons supérieurs. Nous en avons vu des exemples d'un autre ordre dans l'explication de la crise financière : le système est sain (c'est celui qui historiquement, a produit le plus de richesses) mais souffre du discrédit porté par quelques canards boiteux qu'il s'agit dès lors de sanctionner si le marché ne l'a pas déjà fait : d'où l'appel à un « comportement éthique » et la volonté de s'autoréguler par des « chartes » afin d'éviter toute intervention de la loi, tout aménagement du système.

Face à cette rhétorique, une partie du mouvement ouvrier a été tentée de répondre



Budapest, Nyugati Palyudvar, 2012

par une idéologie inversée : pas de responsabilité individuelle, seule une responsabilité collective ; ce n'est pas l'action des hommes qui est en cause, mais celle du système.

Cette contre-rhétorique est tout particulièrement visible dans un écrit de Trotsky, *Ma vie*, où de manière surprenante il dénie à Staline toute efficacité propre. Le stalinisme ne serait dû, selon lui, qu'à l'état arriéré de la Russie dans un contexte de guerre civile ; Staline, qu'il méprisait, ne jouant qu'un rôle secondaire, son caractère (sa paranoïa, sa duplicité, son ambition démesurée) étant non déterminant. Bref, Trotsky déniait un rôle déterminant aux « grands hommes », prenant en cela le contrepoint de l'idéologie de la bourgeoisie.

Or cette dernière position, qui voudrait « remettre l'idéologie sur ses pieds », n'est pas plus tenable que la précédente, dont elle ne figure que le miroir inversé.

La première objection, c'est qu'elle va contre l'expérience immédiate des travailleurs. À moins de leur expliquer qu'ils se trompent et que la personnalité de l'encadrement, du plus petit au plus grand jusqu'à l'employeur, n'a aucune importance. Or il faut bien reconnaître que celle-ci peut au contraire avoir pour effet de leur pourrir la vie, jusqu'à décider certains d'entre eux d'y mettre fin. La reconnaissance

de ce point est importante, dans la mesure où elle peut constituer justement un argument idéologique en faveur du patronat : ainsi une ouvrière de Moulinex m'expliquait que « Jean Mantelet aimait ses ouvriers », et l'ancien secrétaire du CE de la SMN qu'« avec le patronat chrétien, on pouvait discuter. Avec les patrons RPR de Paris, ce n'était pas possible, parce qu'ils n'en avaient rien à faire des ouvriers ». Or ces propos, à moins de considérer qu'ils ne sont tenus que par d'incurables « Jaunes », doivent être pris au sérieux, car ils reposent sur un fond réel : Mantelet avait distribué des actions à ses ouvrières, ce qui tranche avec les financiers qui ont suivi ; le patronat chrétien, dans l'expérience ouvrière, se souciait du reclassement de ses ouvriers y compris les plus « têtes brûlées », l'autre ne se souciait de personne, sauf, parfois, de ceux qu'il pouvait acheter. Dire cela, ce n'est pas réhabiliter un système, c'est prendre en compte la réalité de l'expérience ouvrière qui affronte des styles de commandement issus de cultures, de conditions de socialisation (par la famille, par les écoles de management...) différentes et qui en mesure les effets dans sa chair.

La seconde objection, qui dérive de la première, c'est qu'au sein d'un même système et à organisation du travail égale, la souffrance d'origine hiérarchique n'est pas la même. On peut, a posteriori, ironiser sur le patronat paternaliste qui venait serrer la main de ses ouvriers, organisait l'arbre de Noël (avant que les CE ne le prennent en charge), et distribuait les médailles du travail. Mais le fait est que ce temps et ce style, que l'on a longtemps désigné comme aliénant (alors qu'à mon sens, ce ne sont pas ces actes qui l'étaient, mais le contexte social issu du patronage mettant face à face l'ouvrier-enfant et le patron-père) sont désormais regrettés. Sans en faire l'élément unique et déterminant des relations de travail, les témoignages de ceux qui ont connu l'un et l'autre système sont tous convergents : ils regrettent ce temps, qui certes ne reposait pas que sur l'attitude patronale qui pouvait varier

d'un dirigeant à l'autre, mais sur un style de rapport social ouvriers-maîtrise-ingénieurs dont on ne dissimulera ni la rudesse, ni les opportunités : on pouvait dire merde à son chef et prendre l'apéro avec lui ; le craindre et le reconnaître dans son travail.

Déni de l'expérience immédiate des travailleurs, déni que l'organisation du travail n'est pas seule en cause (ce qui ne doit pas conduire à la sous-estimer : d'une certaine manière, la réduction du nombre d'échelons hiérarchiques a été rendue possible par un accroissement des capacités de contrôle de la force de travail, dont l'évaluation individualisée est un outil). À ces deux arguments vient s'en ajouter un troisième, moins immédiat, mais aussi visible pour ceux qui vivent l'expérience du travail.

Un jour que, jeune étudiant en sociologie, je discutais avec une camarade aide-soignante, je lui expliquais que pour certains sociologues (des années 80) les classes sociales n'existaient plus et par suite la lutte des classes non plus. Elle s'était écriée : « les classes sociales n'existent plus ? Et mon chef alors ? »

Je fus un peu interloqué, car dans mon esprit d'apprenti sociologue dont la lecture de Marx était tout de même assez récente, je n'imaginai pas que son chef pu appartenir à une classe sociale différente de la sienne. Mais à la réflexion, je dois reconnaître qu'elle avait raison. Je n'en acquis la conviction que peu à peu, à la lecture d'Etienne de la Boétie, et du sociologue Alain Bihr.

La position de Trotsky, orthodoxe, repose sur l'idée d'une détermination en dernière instance par l'économie. Ce ne sont pas les grands hommes qui font l'histoire. Quant aux hommes (i.e. les classes sociales), ils ne la font que dans la stricte mesure où les conditions, les structures, les y autorisent. Les rapports de classes ne sont que des rapports d'exploitation, donc de nature économique. Il n'existe pas de rapport de domination, c'est-à-dire de détermination par le pouvoir. L'homme à l'état

du développement capitaliste a donc cessé d'être un animal politique, bien que paradoxalement le suffrage universel lui soit concédé.

Étrange position pour un homme de pouvoir qui n'a pas su le conserver, et qui ne jurait que par la dictature du prolétariat, c'est-à-dire par la domination d'une classe sur l'autre. Position contradictoire, mais qui n'a pas ses contradictions ?

Or ce que m'avait dit ma camarade aide-soignante, et que La Boétie avait très bien compris et dit dès le 16^{ème} siècle (à l'âge de 17 ans !), c'est qu'aucune domination ne peut se perpétuer si elle n'oppose que deux classes, une très minoritaire, et une autre, immensément majoritaire. L'outil de cette domination, c'est un continuum, bref une hiérarchie, qui se pose en intermédiaires entre la classe dominante et la classe dominée.

Dès lors, le problème à résoudre, est celui de la position de classe de cette hiérarchie : appartient-elle, aujourd'hui, à la classe capitaliste ? Non, car elle n'exploite pas par elle-même, elle ne fait que rendre possible cette exploitation. Appartient-elle aux classes dominées ? Bien qu'elle en soit souvent issue – le problème de la reproduction intergénérationnelle est LE problème de cette classe sociale – non, ou alors on ne comprendrait pas, autrement que par sa perversité, qu'elle défende avec autant d'opiniâtreté des positions qui seraient contraires à ses intérêts. Postulons au contraire que ce sont bien ses intérêts propres qu'elle défend, et que sa rétribution que l'on nommera d'un point de vue moral « corruption » porte le nom sur le plan économique de « rétrocession de plus-value ».

Dès lors, on peut voir quel est le problème de fond : le système capitaliste ne peut exister et se perpétuer que parce qu'il contient non pas deux classes mais trois, qui n'ont pas le même fondement. Aux deux classes « économiques » fondamentales qui s'opposent (bourgeoisie et

prolétariat, même si les formes et les fonctions de celles-ci évoluent) s'ajoute une troisième classe, intermédiaire aux deux autres, dont le fondement est le pouvoir. On ne pourrait comprendre sinon comment la classe capitaliste, qui détient le pouvoir économique, pourrait en même temps s'assurer le pouvoir politique. C'est simple : elle le délègue, elle rétribue une classe intermédiaire pour cela en lui redistribuant une partie de la plus-value extorquée. De son côté, cette classe intermédiaire, incapable d'assurer sa propre base économique, n'existe que parce qu'elle se met au service des puissants. C'est une classe mercenaire, pour partie issue de sa propre reproduction, pour partie alimentée par les éléments les plus corrompus de la classe ouvrière. Ce fait a été assez souligné par des personnalités aussi différentes que Vilfredo Pareto (pour s'en féliciter, comme moyen d'alimenter les classes dominantes en éléments frais tout en désarmant la classe ouvrière en la privant de ses meilleurs éléments) et Robert Mitchell, ancien socialiste proche de l'anarcho-syndicalisme (lui, pour le regretter). Parmi les plus spectaculaires de ces trahisons, on peut citer Rachida Dati, et Favela Amara, qui ont connu une ascension sociale personnelle spectaculaire en ayant simplement le culot de solliciter les détenteurs du pouvoir au plus haut niveau pour se mettre à son service.

Le prolétariat a donc deux ennemis à combattre, et non un seul : une classe exploiteuse, sur le plan économique, et une classe mercenaire et dominatrice, sur le plan politique.

Ce schéma a le mérite non seulement de redonner, au niveau « micro » des rapports immédiats de l'entreprise, crédit à l'expérience immédiate des travailleurs, mais en plus d'expliquer, au niveau « macro » des régimes politiques, des phénomènes qui autrement resteraient mystérieux. Ainsi l'impuissance des différentes formes de marxisme à expliquer les anciens régimes abusivement dits « communistes » à l'Est, parfois qualifiés

maladroïtement d' « États ouvriers bureaucratiquement dégénérés »... ce qui, avec le recul, apparaît assez grotesque. La classe capitaliste y était, avant la révolution, embryonnaire. L'objectif était bien de rattraper, à marche forcée, le niveau de développement industriel des pays capitalistes les plus anciens. La classe qui en fut l'outil (la bureaucratie) était alimentée par les « ingénieurs », issus de l'ancienne classe dirigeante, et d'anciens ouvriers promus par le parti. Or dans les deux cas, il ne s'agissait pas de capitalistes, mais de cette classe intermédiaire dont la position a pour fondement le pouvoir. Leur objectif était bien de bâtir une économie de commandement pour accomplir la même fonction que les capitalistes. Ce projet était voué à l'échec, ou plutôt à se heurter à des difficultés conjoncturelles (malfaçons, tricheries avec le plan) et structurelles : au-delà d'un certain niveau, elle ne pouvait plus progresser, en particulier dans la production de biens et services de consommations finaux. En effet, de même que la classe capitaliste a besoin d'une classe d'encadrement pour mettre à distance les travailleurs et ne pas avoir à les affronter elle-même, ladite classe a besoin de la classe capitaliste pour la production et l'extorsion de la plus-value qui lui est rétrocédée.

Quelles conclusions pratiques devons-nous tirer pour nous-mêmes ? Que le statut de salarié de la classe d'encadrement ne doit pas faire illusion. L'unicité de statut (de fonctionnaire, de salarié) est un voile idéologique qui dissimule des catégories aux intérêts divergents qui se combattent. Ce n'est pas par hasard que nous nous organisons dans des syndicats différents, nos intérêts n'étant pas les mêmes. Dans cette mesure, on doit aussi expliquer la dégénérescence de certaines confédérations ouvrières comme la prise du pouvoir en leur sein des catégories de l'encadrement et leur imposition à une fraction du mouvement ouvrier de leur vision du monde. Le gouvernement et le patronat ne s'y sont pas trompés, qui ont songé un temps à

Nicole Notat comme ministre du travail ! On peut aussi expliquer ainsi le comportement compulsivement en défense des intérêts capitalistes du parti socialiste, qui ne prend même plus la peine de faire croire qu'il défera ce que l'actuel gouvernement a fait ni que son projet soit « socialiste » !

Si l'on peut facilement s'accorder sur le fait que ce ne sont pas les personnes que nous devons combattre, mais les positions qu'elles occupent (et on ne peut confondre la fonction de coordination, qui suppose professionnalisme, concertation et modes démocratiques de prises de décision, avec la fonction hiérarchique qui les exclue) on doit reconnaître *dans le même temps* que ces positions appellent, sollicitent, développent des tendances autoritaires malades pouvant aller jusqu'au harcèlement. S'il est des « corrompus sincères », c'est-à-dire non des malades, mais des gens sortis du rang qui refusent de voir dans leur ascension autre chose qu'une promotion sociale (et le problème existe véritablement *pour tous* de progresser dans sa carrière vers des postes plus intéressants) tout en acceptant d'en payer la contrepartie (ne pas penser, mais toujours appliquer docilement), il en est d'autres qui ont fait de la servilité à l'égard des puissants et de l'autoritarisme avec les subordonnés un mode de vie, une règle éthique, une forme de relation sociale « normale », une source de jouissance bien souvent.

Le rôle des syndicalistes n'est pas de renforcer les préjugés et la confusion idéologique, mais d'apporter des éclaircissements, sur la base du vécu au quotidien. Seule une vision avant-gardiste, déniait aux travailleurs une capacité à relater leurs propres conditions de travail, dématérialisée et éthérée, pourrait voir dans l'encadrement (dans la mesure où celui-ci a une fonction de pouvoir et poursuit des visées idéologiques de justification) des salariés « comme les autres ». Mais le fait que « si le pouvoir corrompt, le pouvoir absolu corrompt absolument », bref que la fonction *transforme*

en bourreaux et devient à l'origine d'actes de harcèlement, doit nous conduire non à combattre la seule organisation du travail (ce qui est absolument nécessaire) mais à avoir *en plus* une démarche individuelle, psychologique, pour mieux comprendre ce qui se passe dans la relation infantiliste d'autorité entre celui qui note et celui qui est noté, celui qui décide arbitrairement et celui qui subit, bref comment un système à deux partenaires (dominant et dominé) *se reproduit*.

Jean FERRETTE (Caen),
lundi 26 décembre 2011

Un document historique en ligne

Pour les personnes intéressées par les langues régionales, notamment en France, nous nous permettons de vous indiquer cette découverte – que nous avons faite, avouons-le, grâce à des recherches gastronomiques sur la daube provençale –, mais qui mérite assurément le détour :

Titre : *Lou Trésor dou Félibrige ou Dictionnaire provençal-français : embrassant les divers dialectes de la langue d'oc moderne.... T. 1, A-F / Frédéric Mistral ; avec un suppl. établi d'après les notes de Jules Ronjat*

Auteur : *Mistral, Frédéric (1830-1914)*

Auteur : *Ronjat, Jules (1864-1925)*

Éditeur : *M. Petit (Raphèle-lès-Arles)*

Date d'édition : 1979

Sujet : *Occitan (langue) -- Dialectes -- Dictionnaires français*

Sujet : *Français (langue) -- Dictionnaires provençaux*

Type : *monographie imprimée*

Langue : *Provençal ancien*

Format : 2 vol. (1196-1179 p.) ; 25 cm

Format : *application/pdf*

Droits : *domaine public*

Identifiant : ark:/12148/bpt6k74854

Identifiant : *ISBN 844990563X*

Source : *Bibliothèque nationale de France*

Relation : *Notice d'ensemble :*
<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb37258238w>

Relation :
<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb37258238w>

Provenance : *bnf.fr*

Téléchargement gratuit (pour usage non commercial) à l'adresse suivante :

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k74854/f1.image>

Documents professionnels en ligne

Le Livre blanc 2012 de la Psychiatrie française

L'Intersyndicale de défense de la psychiatrie publique (IDEPP) a fait paraître très récemment un *Livre blanc 2012 de la Psychiatrie française*. Certes, diront quelques mauvais esprits, l'exercice n'est pas nouveau, mais on ne peut que se réjouir de voir à nouveau le milieu professionnel réagir, après tant de « sidération politique » que les auteurs évoquent eux-mêmes.

Nous retiendrons l'accent mis sur le caractère irremplaçable du secteur psychiatrique, qui reste la base des soins de proximité aux patients, même si des systèmes intersectoriels plus spécialisés, puis des dispositifs experts ou ressources (au niveau régional) peuvent être mis en place.

La pédopsychiatrie fait l'objet d'une attention particulière, en raison notamment du malentendu autour des références théoriques directrices de la discipline. Les auteurs prennent soin de *distinguer la compréhension psychopathologique dynamique de l'application à la lettre de la psychanalyse*, même si celle-ci reste une référence forte dans la pédopsychiatrie française.

Pour la psychiatrie des adultes, ils proposent de retenir des objectifs de santé précis et aisément

identifiables, comme la réduction du nombre de suicides, la réduction de l'hospitalisation à temps complet et la réduction du nombre d'hospitalisations sans consentement.

En ce qui concerne l'hospitalisation à temps complet, un Rapport de la Cour des comptes publié en décembre 2011 en soulignait aussi le poids excessif en France aujourd'hui.

Enfin, le *Livre blanc* demande une révision de la Loi du 5 juillet 2011 (sur les soins psychiatriques sans consentement), dont l'application est très difficile en raison de la multiplication des contraintes de forme. Il demande aussi l'intervention du juge judiciaire dès le début de la mesure, comme dans la majorité des pays d'Europe.

JYF

Pour télécharger le Livre blanc :

<http://www.idepp.info/search/label/rapports%20et%20textes>

Pour télécharger le Rapport de la Cour des comptes :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/114000570/0000.pdf>

Nos collègues et nos amis publient...

Communiqué de Thierry Loisel (Budapest)

[Outre la qualité des oeuvres présentées – Thierry Loisel me pardonnera d'avoir eu un faible pour sa traduction du Mauvais médecin, affinités secrètes obligent... – je le remercie pour son communiqué en plusieurs langues, qui m'épargne pour une fois les affres de la traduction... JYF]



Photo de Bea BOCZ, Budapest, février 2012

Message collectif.

Chers amis, Kedves barátaim!

C'est avec plaisir que je me permets d'informer les personnes intéressées de la parution, ces jours-ci, de deux ouvrages, conjointement en Hongrie et en France.

En France :

La traduction du premier roman de Dezső Kosztolányi, *Le Mauvais Médecin* (suivi de la nouvelle *Baignade* et d'un poème), aux Éditions Non Lieu (Paris) – disponible... dans toutes les bonnes librairies françaises !

En Hongrie:

De la traduction hongroise, par Anett Barna, d'un recueil de mes nouvelles (1983), *Öt olasz novella* [Cinq nouvelles italiennes], aux Éditions Kijárat (Budapest) – disponible... dans toutes les bonnes librairies hongroises (la version originale en français n'est pour le moment disponible que sur commande, à l'adresse barna.anett@yahoo.fr, ainsi qu'un nouveau recueil de nouvelles, *Proses à l'emporte-plume* [2011]).

D'autres publications suivront, dans les deux pays, dès les prochains mois.

De tout cœur, merci de votre soutien, et n'hésitez pas à faire circuler ces informations vers d'autres lecteurs susceptibles d'être intéressés !

Közös levél.

Kedves barátaim!

Örömmel értesítelek Titeket két könyv megjelenéséről, egyik Franciaországban, másik pedig Magyarországon.

Franciaországban:

Kosztolányi első regényének (A rossz orvos) francia fordítása, Le Mauvais Médecin (kiegészítve a Fürdés c. novellával és egy verssel), a párizsi Éditions Non Lieu-nél.

Magyarországon:

Egyik novelláskötetem magyar fordítása, az Öt olasz novella [Cinq nouvelles italiennes], Barna Anett fordításában a Kijárat Kiadónál, mely Magyarország minden jó könyvesboltjában kapható

<http://www.litera.hu/hirek/konyvmutatvanyoso-k-3> (az eredeti szöveget csak rendelni lehet a barna.anett@yahoo.fr e-mail címen).

Hamarosan újabb művek is megjelennek mindkét országban.

Előre is köszönöm! Ha tehetitek, küldjétek tovább azoknak, akiket érdekelhet.

Messaggio collettivo.

Cari amici!

Ho il piacere d'informare le persone interessate della pubblicazione di due libri, sia in Francia, sia in Ungheria (purtroppo della seconda nessuna traduzione ancora in italiano !).

In Francia :

La traduzione francese del primo romanzo di Deszö Kosztolányi, Le Mauvais Médecin (ma esiste già una traduzione italiana, Il medico incapace, da Roberto Ruspanti, Rubbetino, 2009).

In Ungheria:

Un mio raccolto di racconti (1983), Öt olasz novella [Cinque racconti italiani] dalla Kijárat Kiadó, Budapest. Dato il tema, spero che ci sarà pronto una versione italiana disponibile...

Grazie per il loro sostegno!

Global mailing

Dear Friends!

I am glad to inform you of the publication of two books, either in France or in Hungary (unfortunately none yet available in English language).

In France:

French translation of the first novel of Deszö Kosztolányi, Le Mauvais Médecin [The Bad Practitioner], 1921.

In Hungary:

Hungarian translation of one of my short-stories collections (1983), Öt olasz novella [Five Italian Short Stories].

Thank you for your support!

Thierry LOISEL



Photo de Bea BOCZ, Budapest, février 2012

Un nouveau livre d'Hania Alain Amar...

Dans *Shalom, Salam*, notre collègue lyonnais évoque ses retrouvailles avec un condisciple de la Faculté de médecine de Rabat, après quarante ans et des expériences de vie forcément différentes.

L'Harmattan, Paris, 2011, 248 pages, 23 euro

... et de Simone Molina

Psychanalyste établie dans le Vaucluse, Simone Molina vient de publier *Archives incandescentes*, Ecrire entre la psychanalyse, l'Histoire et le politique. Préfacé par l'historien Benjamin Stora, ce livre n'hésite apparemment pas à interroger la clinique au travers des événements de la 2^{ème} Guerre mondiale et de la Guerre d'Algérie, à moins que ce ne soit - et simultanément - l'inverse.

L'Harmattan, Paris, 2011, 278 pages, 27 euro

En librairie

La sorella di Freud, Goce Smilevski
Traduction italienne, Ugo Guanda Ed.,
2011, 334 pages, 18 euro
<http://gocesmilevski.com/>

Dialogo tra uno psichiatra e il suo paziente,
Vittorino Andreoli, Rizzoli, 2011, 215 pages,
19.50 euro

Perché amiamo scrivere, Filosofia e miti di
una passione, Duccio Demetrio, Raffaello
Cortina Editore, 2011, 231 pages, 13 euro

*Histoire des grands-parents que je n'ai pas
eus*, Ivan Jablonka, Seuil, 2012, 434 pages, 24
euro

Tangente vers l'Est, Maylis de Kerangal,
Verticales, 2012, 134 pages, 11.50 euro

Sibir, Moscou-Vladivostok, Danièle Sallenave,
Gallimard, 318 pages, 19.50 euro

Une souscription

***Gares 2011, catalogue de
l'Exposition d'été à Carnoules***



Ouverture de l'Exposition Gares 2011, Carnoules

Catalogue illustré de 108 pages, 10 euro, frais
de port offerts jusqu'au 31 mars 2012
Chèque à l'ordre de LA TARTUGA
40, rue du Colonel Fabien
F 83660 Carnoules tartuga@wanadoo.fr

Colloques & Congrès

Budapest, May 31 to June 3, 2012

***International Sándor Ferenczi
Conference: Faces of Trauma***

www.ferencziconference2012.com



***Miercurea-Ciuc/Csik-Szereda
(Roumanie) 21-24 juin 2012***

***5^{ème} Congrès international
roumain-hongrois de psychiatrie***

V. Román-Magyar Nemzetközi
Pszichiátriai Konferencia
Rendezvény kezdete: 2012.06.21.
Rendezvény vége: 2012.06.24.
Helyszín: Románia, Csíksomlyó, Jakab
Antal Tanulmányi Ház
A rendezvény weboldala:
<http://www.conf.cryforhelp.ro/>

Fő témák

Affektív és szorongásos zavarok
Öngyilkos magatartás
Vallás, szellemiség és pszichiátria



Miercurea-Ciuc, juin 2010

Renseignements à Miercurea-Ciuc:

Hompoth Erika mobil: 00-40-741-162.131

erika_hompoth@yahoo.com

Dr. Veress Albert

(RO) 530.311-MIERCUREA-CIUC, str.
Gábor Áron 10

tel: 00-40-744-812.900

alveress@clicknet.ro

[Communiqué]

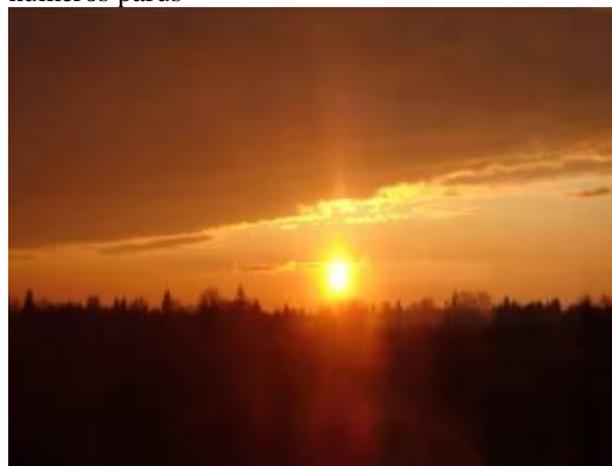
Les difficultés de la revue Psychologie Clinique

Ayant changé d'éditeur, cette revue a également besoin de nouveaux abonnés pour pouvoir continuer à paraître ... Tout se joue en ce début d'année 2012, après 16 ans d'existence (32 numéros parus à ce jour) et un travail de réflexion de l'apport de la psychologie clinique, de la psychiatrie et de la psychanalyse à la compréhension de la complexité de l'humain. Le souci du dialogue avec les sciences sociales, le politique et l'éthique a été constant et c'est ce qui en fait à mon sens sa profondeur et son originalité. Le choix des correspondants à l'étranger dans tous les continents a aussi assuré tout au long de ces parutions un précieux témoignage de la diversité des souffrances psychiques et sociales, mais aussi des conditions d'épanouissement de l'humain.

A la lecture des derniers numéros parus, le dialogue avec l'anthropologie a été un fil rouge, porté par le parcours intellectuel et l'engagement notamment en Afrique, d'Olivier Douville, le directeur de la publication. Le numéro consacré à la violence en 2010 s'ouvre par un entretien avec Françoise Héritier sur la violence qui vient aux hommes comme une conséquence éminemment sociale d'une régulation impuissante face aux nécessités qui nous poussent continuellement à nous lier et nous délier. La revue a publié des textes de Gérard Althabe, Monique Sélim et de Bernard Hours, elle publiera très prochainement un texte inédit de Jack Goody.

Pour faire face aux logiques sécuritaires de la réduction des publics vulnérables à leurs symptômes, la clinique est soumise à l'épreuve du jugement moral. Le numéro récent consacré à l'enfance et à l'autisme martèle « que l'enfant, même meurtrier, n'est pas un objet, dans une dialectique où la complexité clinique supplante la simple réprobation moral ». La revue traite aussi des questions majeures du tournant participatif via les mouvements de santé, de la mise en scène médiatique ou de la pratique clinique auprès des publics sans demande qui sont en nombre croissant avec les effets psychosociaux des crises successives.

Nous vous laissons découvrir plus avant sur le site d'Olivier Douville et de la revue les engagements éthiques et scientifiques portés par l'équipe de rédaction et les différents numéros parus



<https://sites.google.com/site/olivierdouvilleofficiel/psychologie-clinique>

Bea Bocz, photographies de Budapest, "Dunajég", février 2012

Köszönöm szépen à Bea de nous avoir confié ses magnifiques photos du Danube gelé pour le *Volantino*.



In memoriam

A l'heure où nous mettons sous presse, le grand froid qui a touché l'Europe ces dernières semaines aurait fait au moins 600 morts.

La situation reste d'autre part très grave en Syrie et il nous a été donné de voir comment fonctionnait la diplomatie onusienne, et quels étaient les clivages qui continuaient de la hanter.

« Il Volantino Europeo »

Bulletin internautique trimestriel de
l'Association *Piotr-Tchaadaev*,
9, rue du Parc-de-Clagny, 78000 Versailles.
Président d'honneur : Alexandre Nepomiachty
N° FMC Piotr-Tchaadaev
11 78 0511778

Prochaine livraison
vers le 15 avril 2012

Toute correspondance ou article est à adresser
à Jean-Yves Feberey
Secrétaire de Rédaction provisoire
(depuis 2003)
9, rue Bonaparte F 06300 Nice,
jean-yves.feberey@wanadoo.fr ou
piotr-tchaadaev@wanadoo.fr